

COLLECTORS

N°4

Mai 2012

Créé à la veille de la Seconde Guerre Mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis plus de 70 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'Opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édite de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

*C'est dans le cadre de la nouvelle publication « **Ifop Collectors** » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.*

Jérôme Fourquet
Directeur de Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise

Déjà publiés

MARS 2012

Ifop Collectors n°1 – Les Accords d'Evian

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°2 – Retour sur l'élection présidentielle de 1965

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°3 – Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972

LA CRISE DE MAI 1968

Le regard des Parisiens et des Français sur les événements qui ont marqué les mémoires

Les résultats présentés dans les pages suivantes proviennent de cinq enquêtes réalisées par **l'Institut Français d'Opinion Publique** dans le courant du mois de mai 1968. Les circonstances ont été telles à l'époque qu'il n'a pas été possible de procéder toujours à des études dans l'ensemble du territoire, eu égard en particulier à la grève des postes et des moyens de transport.

Voici les dates précises de ces cinq enquêtes, avec l'indication de leur extension géographique :

- Première : 8 mai – Paris, 20 arrondissements ;
- Deuxième : 7-14 mai – France entière ;
- Troisième : 17 mai – Agglomération parisienne ;
- Quatrième : 27 mai, de 12 heures à 17 heures – Paris, 20 arrondissements ;
- Cinquième : 31 mai, de 18 à 24 heures – Paris, 20 arrondissements.

Cette série d'enquêtes réalisées au cœur des événements permet de mieux se replonger dans l'atmosphère de l'époque et de comprendre les réactions et perceptions des Français et des Parisiens face à l'actualité d'un mois de mai historique.

« 61% des Parisiens jugent justifiées les revendications émanant des manifestations actuelles des étudiants à Paris »

8 mai 1968

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

- 1. Rappel des événements** p.3
Le contexte et la chronologie des faits.
- 2. Les Parisiens et les manifestations d'étudiants** p.5
Les Parisiens se montrent compréhensifs à l'égard des manifestations, mais réproouvent l'association des professeurs au mouvement.
- 3. Les réactions en France** p.7
A l'échelle hexagonale, le soutien de l'opinion aux manifestants se révèle minoritaire, et 15% de la population espère l'intervention de la police.
- 4. Les revendications et l'action politique des étudiants** p.9
A Paris, l'opinion publique comprend les revendications exprimées par les étudiants, mais redoute la généralisation de la grève aux autres pans de la société.
- 5. Les Parisiens face au déroulement de la crise** p.11
A mesure que les événements se précisent, les Parisiens découvrent plus précisément le mécontentement des étudiants, tout en redoutant des dérives violentes.
- 6. Le discours du Général de Gaulle le 30 mai** p.15
Le discours du Général de Gaulle provoque un écho retentissant dans la capitale, rassurant les Parisiens sur l'avenir du conflit. Une majorité d'entre eux souhaite le maintien du Général de Gaulle et de son Premier Ministre au pouvoir.

1. Rappel des événements



Les événements du mois de mai 1968 sont encore présents dans toutes les mémoires, mais il importe de rappeler brièvement la chronologie des faits afin de situer les réactions du public.

Tout a commencé le vendredi 3 mai à la suite de la décision de fermer la Faculté des Lettres de Nanterre. Les dirigeants étudiants des mouvements d'extrême gauche de cette faculté organisent un meeting dans la cour de la Sorbonne. La police intervient, à la demande du recteur de l'Université. Une première manifestation se déroule au Quartier latin.

- | | |
|-------------|--|
| Lundi 6 | Après plusieurs manifestations à la fin de la semaine, l'arrestation et la condamnation de plusieurs étudiants, de nouvelles manifestations au Quartier latin font de nombreux blessés parmi les manifestants et la police. |
| Mardi 7 | « Longue marche » des étudiants dans Paris. Le Général de Gaulle déclare : « il n'est pas possible de tolérer les violences dans la rue ». |
| Vendredi 10 | Echec des négociations entre le gouvernement et les étudiants. Manifestations des lycéens et véritable émeute la nuit au Quartier latin. Les premières barricades s'élèvent, rue Gay-Lussac notamment, et la police riposte avec énergie. |
| Samedi 11 | Grève générale décidée pour le 13 par la C.G.T, la C.F.D.T et la Fédération de l'Education Nationale. Allocution télévisée de M. Pompidou, dès son retour d'Iran et d'Afghanistan, annonçant des mesures d'apaisement. |
| Lundi 13 | Grève générale et défilé de lycéens, d'étudiants et de travailleurs à Paris de la Place de la République à la place Denfert Rochereau, et dans plusieurs villes de province. Réouverture de la Sorbonne. |
| Mardi 14 | Débat à l'Assemblée Nationale, discours de M. Pompidou annonçant le dépôt d'un projet de loi d'amnistie. Occupation de l'usine Sud-Aviation à Nantes. |
| Mercredi 15 | Le mouvement de grève et d'occupation d'usines s'étend rapidement. Occupation du théâtre de l'Odéon. |
| Jeudi 16 | Occupation des usines Renault. Le soir, allocution radiotélévisée de M. Pompidou annonçant que, face au désordre, le gouvernement fera son devoir. Tribune à l'O.R.T.F, première chaîne, avec MM. Cohn-Bendit, étudiant, dirigeant du « Mouvement du 22 mars », Geismar, secrétaire général du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, et Sauvageot, vice-président de l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F). |
| Samedi 18 | Le Général de Gaulle, abrégant son voyage en Roumanie, arrive à Orly à 22 h 30. |
| Dimanche 19 | Après une série d'entretiens à l'hôtel Matignon et à l'Elysée, le Général de Gaulle déclare : « la réforme, oui ; la chienlit, non ». |
| Mercredi 22 | A l'Assemblée Nationale, une motion de censure ne recueille que 233 voix et n'est pas adoptée. Manifestations près de l'Assemblée Nationale et au Quartier latin. |
| Jeudi 23 | Nouvelles manifestations au Quartier latin. |
| Vendredi 24 | Allocution du Général de Gaulle annonçant l'organisation d'un référendum sur la participation. Il abandonnera ses fonctions si la réponse est négative. Défilé organisé par la C.G.T et rassemblant des organisations étudiantes à la gare de Lyon. Manifestations violentes dans divers quartiers de Paris, et en province. |
| Samedi 25 | Les rassemblements seront dispersés « avec la plus grande énergie », annonce M. Pompidou. |
| Lundi 27 | Le protocole négocié l'avant-veille et la veille entre le gouvernement, les syndicats et le patronat, est publié sous le nom « d'accords de Grenelle ». Il ne recueille pas l'adhésion des grévistes. |

- Un Conseil des ministres extraordinaire approuve le projet de loi, qui sera soumis au référendum, dont la date est fixée au 16 juin.
- Mardi 28 Meeting au stade Charléty, organisé par l'U.N.E.F, M. Mendès-France y assiste. Conférence de presse de M. Mitterrand. Il assure qu'il sera candidat à la présidence de la République, si le « non » l'emporte au référendum.
- Mercredi 29 Le Général de Gaulle quitte l'Elysée avec Mme de Gaulle un peu avant 11h30 et arrive à Colombey en hélicoptère à 18h15. On apprendra par la suite qu'il a notamment rencontré en Allemagne des chefs militaires.
- A 19 heures on apprend que M. Pompidou fera le lendemain à 17h30 une déclaration à l'Assemblée Nationale.
- A 21h30, M. Mendès-France, qui s'est entretenu avec les dirigeants de la Fédération de la gauche, se déclare prêt à assumer les responsabilités que lui confierait « toute la gauche réunie», pour former un « gouvernement de mouvement».
- Jeudi 30 A 16h30, le Général de Gaulle s'adresse à la nation dans un discours radiodiffusé. Il annonce l'annulation du référendum, la dissolution de l'Assemblée Nationale. Il fait appel à « l'action civique » contre « une entreprise totalitaire». Le président de l'Assemblée Nationale fait savoir aux députés que l'Assemblée Nationale est dissoute. Manifestation de la Concorde à l'Etoile, organisée par les mouvements gaullistes.
- Vendredi 31 Le gouvernement Pompidou est remanié.

Tels sont très brièvement évoqués, les principaux événements du mois de mai : des manifestations souvent violentes d'étudiants à Paris et dans plusieurs grandes villes, plusieurs semaines de grève, qui atteignent dix millions de grévistes et paralysent l'économie, dissolution de l'Assemblée Nationale et nouvelles élections législatives fixées aux 23 et 30 juin.

C'est à propos de ces faits, et de l'action des dirigeants politiques et des hommes qu'ils mettent en vedette, que l'IFOP a pu saisir quelques réactions du public.

2. Les Parisiens et les manifestations d'étudiants (8 mai)



Dans l'ensemble, les Parisiens font preuve d'une large compréhension à l'égard des manifestations d'étudiants. Les revendications des étudiants sont justifiées aux yeux d'une nette majorité. Aussi bien 71 % des Parisiens estiment qu'il convient de faire preuve de compréhension à l'égard des étudiants arrêtés qui n'ont pas encore été jugés.

A cette attitude favorable aux étudiants correspond une critique des initiatives prises par les autorités universitaires. On désapprouve la suspension des cours à la Faculté de Nanterre et

à la Sorbonne, et plus encore l'appel à la police du recteur de l'Université de Paris pour faire évacuer la Sorbonne.

Néanmoins, l'attitude des professeurs qui ont participé aux manifestations des étudiants ne recueille l'approbation que d'une minorité des Parisiens.

En ce qui concerne la responsabilité des heurts violents entre les étudiants et la police, les avis sont assez partagés. Si un quart des Parisiens l'attribue aux étudiants, la moitié l'impute soit à la police, soit au ministère, soit au recteur.

La représentativité des manifestants par rapport à la masse des étudiants est admise par la plupart des Parisiens : un quart seulement estime que ces manifestations ne représentent que le point de vue d'un petit nombre.

Quant aux perspectives d'évolution de la crise étudiante, l'opinion parisienne a du mal à formuler un pronostic. Cependant un Parisien sur trois estime qu'il s'agit du début d'une crise profonde et durable.

A votre avis, les manifestations actuelles des étudiants à Paris, expriment-elles des revendications justifiées ou injustifiées ?

	Paris 8 mai 1968 %
Justifiées	61
Injustifiées	16
Ne se prononcent pas	23
	100

Et avez-vous le sentiment que les manifestations d'étudiants qui ont eu lieu à Paris ces jours derniers expriment un malaise ressenti par... ?

	Paris 8 mai 1968 %
La majorité des étudiants	36
Une notable partie d'entre eux	26
Ou seulement un petit nombre d'entre eux	26
Ne se prononcent pas	12
	100

Pensez-vous que cette crise parmi les étudiants parisiens va se résoudre rapidement, qu'elle va se prolonger encore pendant une certaine période ou bien qu'elle marque le début d'une crise profonde et durable ?

	Paris 8 mai 1968 %
Elle va se résoudre rapidement	29
Elle va se prolonger encore pendant une certaine période	20
Elle marque le début d'une crise profonde et durable	33
Ne se prononcent pas	18
	100

Les manifestations d'étudiants de Paris ont conduit ces derniers jours à des heurts violents entre les étudiants et la police, qui, à votre avis, porte la plus grande part de responsabilité dans le déclenchement de cette violence : les étudiants ? La police ? Le Ministère de l'Education Nationale ? Le Recteur de l'Université de Paris ?

	Paris 8 mai 1968 %
Les étudiants	25
La police	20
Le Ministère de l'Education Nationale	15
Le Recteur de l'Université de Paris	14
Ne se prononcent pas	26
	100

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la décision qui a été prise de suspendre les cours à la Faculté de Nanterre et à la Sorbonne ?

	Paris 8 mai 1968 %
Approuvent	32
Désapprouvent	50
Ne se prononcent pas	18
	100

Certains professeurs de l'Université se solidarisent avec les revendications des étudiants et vont manifester avec eux dans la rue. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous leur attitude ?

	Paris 8 mai 1968 %
Approuvent	26
Désapprouvent	59
Ne se prononcent pas	15
	100

Certains étudiants arrêtés n'ont pas encore été jugés. Pensez-vous qu'on devrait maintenant faire preuve à leur égard de compréhension ou de sévérité ?

	Paris 8 mai 1968 %
Compréhension	71
Sévérité	17
Ne se prononcent pas	12
	100

3. Les réactions en France (7-14 mai 1968)



Les réactions aux manifestations d'étudiants apparaissent beaucoup moins favorables dans l'ensemble de la France qu'à Paris.

Alors que le 8 mai, 61% des Parisiens les trouvaient justifiées, la majorité relative des Français, 44% contre 31% s'y déclarent hostiles.

En cas d'agitation dans les locaux universitaires, la tendance dominante, 37%, estime qu'il convient de fermer les facultés jusqu'au retour du calme, et même 15% pensent qu'il convient de demander l'intervention de la police pour

rétablir l'ordre. Un cinquième seulement se déclare partisan de laisser aller les choses.

La province apparaît à nouveau sur ce point très en retrait par rapport à la région parisienne.

Dans l'ensemble, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt hostile aux manifestations d'étudiants qui se déroulent en France en ce moment ?

	France 7-14 mai 1968	
	Ensemble	Région parisienne
	%	%
Plutôt favorables	31	49
Plutôt hostiles	44	37
Ne se prononcent pas	25	14
	100	100

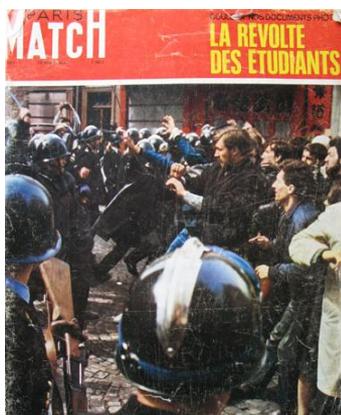
En cas de manifestations d'étudiants dans les locaux universitaires, parmi les trois attitudes suivantes que peut prendre le Ministre de l'Education Nationale, quelle est celle qui vous paraît la plus souhaitable ?

	France 7-14 mai 1968	
	Ensemble	Région parisienne
	%	%
Laisser les choses aller leur cours	20	31
Demander à la police de rétablir l'ordre	15	13
Fermer les Facultés jusqu'au retour au calme	37	31
Ne se prononcent pas	28	25
	100	100

Les prises de position diverses sont étroitement liées à des facteurs sociologiques et surtout idéologiques. L'attitude est d'autant plus critique à l'égard des étudiants qu'on est plus âgé. Seules, les personnes de formation universitaire sont en majorité favorables aux manifestations d'étudiants. Les cultivateurs, les industriels et commerçants, les inactifs enfin sont les plus hostiles. Avant tout, les préférences idéologiques exprimées sont à la source d'attitudes opposées. Dès l'origine, le mouvement étudiant, comme on a dit, revêt un tour politique.

	Favorables	Hostiles
	aux manifestations	
	%	%
SEXE		
Hommes	34	43
Femmes	27	46
AGE		
20 à 34 ans	37	38
35 à 49 ans	36	38
50 à 64 ans	25	49
65 ans et plus	19	59
NIVEAU D'ETUDES		
Primaire	27	43
Primaire supérieur.....	34	46
Technique, commercial	36	47
Secondaire.....	32	49
Supérieur.....	49	38
PROFESSION		
Agriculteurs	24	41
Industriels, commerçants.....	21	54
Cadres supérieurs, professions libérales.....	42	40
Employés, cadres moyens	39	40
Ouvriers.....	37	37
Inactifs.....	23	55
ELECTEURS DES PARTIS		
Communiste	59	25
Fédération de la gauche	45	32
Centre démocrate	26	53
U.D.V ^e et Républicains indépendants.....	18	61

4. Les revendications et l'action politique des étudiants (Paris, 17 mai)



L'opinion parisienne approuve toujours le 17 mai les revendications des étudiants, aussi bien sur le problème des examens, ou de la sélection, que même sur la mise en cause de la société actuelle. L'hésitation est toutefois un peu plus forte concernant la sélection.

Mais cette position favorable ne va pas sans poser des limites à l'action politique des étudiants. Si un grand nombre de personnes interrogées déclarent avoir suivi le mot d'ordre de grève du 13 mai, la tendance dominante ne souhaite pas que la grève des étudiants s'étende à d'autres secteurs, notamment aux ouvriers : 51% contre 40%. Enfin, une nette majorité, 56% contre 37% considère que les étudiants doivent se borner à des revendications de caractère universitaire, sans prétendre jouer un rôle sur le plan politique.

La mise en cause de la société actuelle ne doit donc pas déborder le cadre des discussions théoriques.

Dans l'ensemble, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt hostile aux manifestations d'étudiants qui se déroulent en France en ce moment ?

	Agglomération parisienne restreinte 17 mai 1968 %
Favorables	60
Hostiles	35
Ne se prononcent pas	5
	100

D'après ce que vous savez des revendications exprimées par les étudiants, approuvez-vous ou désapprouvez-vous leurs positions ?

	Agglomération parisienne restreinte 17 mai 1968 %
Sur le problème des examens	
Approuvent	53
Désapprouvent	28
Ne se prononcent pas	19
	100
Sur le problème de la sélection, c'est-à-dire des conditions d'entrée à l'Université	
Approuvent	53
Désapprouvent	17
Ne se prononcent pas	30
	100
Sur la mise en cause de la société actuelle	
Approuvent	55
Désapprouvent	28
Ne se prononcent pas	17
	100

Avez-vous fait la grève le lundi 13 mai ?

	Agglomération parisienne restreinte 17 mai 1968 %
Oui	27
Non	73
	100

**Souhaitez-vous ou non que la grève
actuelle des étudiants s'étende à d'autres
catégories, notamment aux ouvriers ?**

	Agglomération parisienne restreinte 17 mai 1968 %
Oui	40
Non	51
Ne se prononcent pas	9
	100

**A votre avis, les étudiants doivent-ils se
limiter à des revendications proprement
universitaires ou bien doivent-ils
également jouer un rôle sur le plan
politique ?**

	Agglomération parisienne restreinte 17 mai 1968 %
Revendications proprement universitaires	56
Jouer un rôle sur le plan politique	37
Ne se prononcent pas	7
	100

5. Les Parisiens face au déroulement de la crise (27 mai)



La crise se développe, comme il a été rappelé plus haut, et les Parisiens ont l'impression d'y voir plutôt un peu plus clair le 27 mai, c'est-à-dire après l'annonce d'un référendum et après celle du protocole de Grenelle, que huit jours plus tôt.

Bien des choses les ont frappés depuis le début de la crise, mais avant tout l'importance et la proportion du mécontentement qu'elle révélait, ainsi que les motifs des revendications estudiantines et ouvrières.

En ce qui concerne les événements actuels en France, est-ce que vos opinions sont devenues, depuis huit jours, plus claires ou moins claires ?

	Paris 27 mai %
Plus claires	46
Moins claires	24
Ne se prononcent pas	30
	100

Est-ce que pendant ces jours de crise, il vous est apparu des choses dont vous ne vous doutiez pas auparavant ? Si oui, lesquelles ?

	Paris 27 mai %
L'importance est la profondeur du mécontentement	13
Les motifs de revendications des étudiants	9
Les motifs de revendications sociales	8
Qu'une telle explosion de violence soit possible	5
L'existence d'une solidarité entre les travailleurs et les étudiants	4
L'inertie du gouvernement	3
Divers	11
Aucune chose	44
Ne se prononcent pas	3
	100

La majorité des Parisiens ne voit pas de changement ou ne se prononce pas quant à l'objectivité des nouvelles que leur donne le Journal télévisé. Un élément positif aurait été alors, que parmi les autres, la tendance dominante décelait une amélioration dans le sens d'une plus grande objectivité.

On sait au reste que tel ne fut sans doute pas l'avis des journalistes eux-mêmes, puisqu'ils ont engagé une grève qui fut la plus longue de toutes celles que connut le pays à ce moment-là.

Est-ce que la façon dont les nouvelles sont présentées au journal télévisé, depuis quelques jours, est à votre avis, plus objective qu'avant, moins objective ou sans changement ?

	Paris 27 mai %
Plus objective	32
Moins objective	8
Sans changement	31
Ne se prononcent pas	29
	100

L'inquiétude n'en est pas moins très vive. Les craintes sont aussi fortes que les attentes, en ce moment d'expectative. Si l'on peut espérer des réformes sociales, on n'en redoute pas moins une crise économique, voire l'anarchie, la guerre civile ou la révolution.

D'après-vous, qu'est-ce qui peut sortir de bon de cette crise ?

	Paris 27 mai %
Des réformes sociales : augmentation des salaires, abaissement de l'âge de la retraite, révision des ordonnances sur la sécurité sociale	38
Rien, pas grand-chose	20
Des réformes, un progrès (sans précision)	13
Une réforme de l'enseignement	7
Une meilleure solidarité entre classes sociales	5
Un renversement du gouvernement gaulliste	5
Une prise de conscience politique des Français	4
Une révolution	2
Divers	5
Ne se prononcent pas	7
	(*)

(*) Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples

Qu'est-ce qui peut sortir de mauvais ?

	Paris 27 mai %
La révolution, une guerre civile, l'anarchie	29
Une crise économique	25
Rien, pas grand-chose	9
Que le gouvernement ne tienne pas ses promesses	5
Que le gouvernement soit renversé	3
Que le gouvernement ne soit pas renversé	3
Que la France ait un gouvernement policier, maintenu par la force	3
Que la France ait un gouvernement de gauche, un gouvernement communiste	3
Divers	6
Ne se prononcent pas	16
	(*)

(*) Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples

Le pessimisme l'emporte en définitive à Paris le 27 mai. Les revendications des travailleurs ne peuvent être satisfaites, sans entraîner une crise économique aux yeux de la tendance dominante, et l'inquiétude pour l'avenir est plus forte que la confiance.

Pensez-vous que les revendications actuelles peuvent être satisfaites sans entraîner une crise économique ?

	Paris 27 mai %
Oui	38
Non	48
Ne se prononcent pas	14
	100

Vous maintenant, en définitive, êtes-vous plutôt confiant ou plutôt inquiet pour l'avenir ?

	Paris 27 mai %
Plutôt confiants	40
Plutôt inquiets	55
Ne se prononcent pas	5
	100

Quant à la nature des revendications elles-mêmes, ce à quoi paraissent tenir le plus les Parisiens, c'est à l'augmentation générale des salaires, et à la garantie de l'emploi. L'extension des droits syndicaux dans l'entreprise, dont on parle beaucoup, ne vient que bien après le niveau des salaires, de même qu'une éventuelle réduction du temps de travail hebdomadaire.

On retrouve au cœur même de la crise, les préoccupations constantes qui existaient auparavant (pouvoir d'achat et niveau de vie).

Depuis samedi après-midi, une réunion rassemble les représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement. Plusieurs choses ont été mises à l'étude. Vous personnellement, quelle est celle à laquelle vous tenez le plus ? Et en second lieu ?

	Paris – 27 mai		
	Le plus important %	En second lieu %	Total 1 ^{ère} et 2 ^{ème} réponses %
Garantie de l'emploi	22	26	48
Augmentation générale des salaires	27	15	42
Forte augmentation du salaire de base (SMIC)	24	12	36
Transformation des ordonnances sur la sécurité sociale	11	15	26
Extension des droits syndicaux dans l'entreprise	5	10	15
Réduction du temps de travail hebdomadaire	4	11	15
Ne se prononcent pas	7	11	18
	100	100	100

Le jugement à l'égard des principaux acteurs dans la crise de mai n'a pas été le même pour tous. Nous verrons plus loin ce qu'il en fut pour les hommes les plus directement concernés, mais en ce qui concerne les institutions politiques et syndicales, on distingue deux variations de sens opposé.

Pour autant que l'opinion se prononce, l'action des syndicats a entraîné un jugement favorable, mais celle de l'Assemblée nationale, ou bien des forces de l'ordre, ou bien des partis politiques, un jugement défavorable. Pour les partis politiques, la dégradation de l'opinion a été à ce moment-là moins sensible pour la Fédération de la gauche, mais profonde pour l'Union pour la Défense de la V^{ème}, République.

Enfin, à l'égard des mouvements d'étudiants, deux faits sont à signaler, à Paris le 17 mai. En premier lieu, ils ne laissent pas indifférents, et l'on se prononce bien plus souvent qu'à l'égard des autres mouvements ou formations politiques. En deuxième lieu, une légère tendance dominante se fait d'eux, avec les jours qui passent, une moins bonne opinion.

Depuis trois semaines, diriez-vous que votre opinion est devenue meilleure ou moins bonne sur... ?

	Paris – 27 mai			
	Meilleure	Moins bonne	Sans changement ou Nsp	Total
	%	%	%	%
La CGT	39	24	37	100
La CFDT	28	21	51	100
FO	34	17	49	100
Les syndicats d'enseignants	36	25	39	100
Le Parti Communiste	25	35	40	100
La Fédération de la Gauche	22	29	49	100
L'U.D. V ^e République	13	42	45	100
L'Assemblée nationale	21	37	42	100
Les forces de l'ordre	23	41	36	100
Les mouvements d'étudiants	38	44	18	100

A cette même date du 27 mai, les Parisiens jugent en majorité de manière favorable MM. Geismar et Sauvageot, mais de manière défavorable M. Cohn-Bendit.

Mais, fait significatif, un renversement de tendance apparaît à l'égard des manifestations d'étudiants qui se poursuivent en France. Alors qu'au début du mois la faveur l'emportait plutôt, le 27 l'hostilité est devenue dominante, même à Paris.

Quelle opinion avez-vous de M. Cohn Bendit ? Et de M. Geismar ? Et de M. Sauvageot ?

	Paris – 17 mai		
	Cohn-Bendit	Geismar	Sauvageot
	%	%	%
Très bonne	7	15	16
Plutôt bonne	19	34	34
Plutôt mauvaise	20	17	17
Très mauvaise	37	9	7
Ne se prononcent pas	17	25	26
	100	100	100

Dans l'ensemble, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt hostile aux manifestations d'étudiants qui se déroulent en France en ce moment ?

	7-14 mai 1968		17 mai	27 mai
	France entière	Région parisienne	Agglomération parisienne	Paris
	%	%	%	%
Plutôt favorables	31	49	60	42
Plutôt hostiles	44	37	35	50
Ne se prononcent pas	25	14	5	8
	100	100	100	100

6. Le discours du Général de Gaulle (Paris, 31 mai)



Le retentissement du discours du Général de Gaulle le 30 mai fut considérable. Sept Parisiens sur dix l'ont entendu dès sa première diffusion radiotélévisée à 16h30 et 8% seulement ne l'ont pas entendu.

L'approbation des propos tenus et des décisions prises a été dominante 53% contre 39%.

Deux décisions particulières emportent une adhésion du même niveau que l'ensemble du discours : ne pas se retirer et garder M. Pompidou comme Premier ministre. La dissolution de l'Assemblée

Nationale soulève un réflexe antiparlementaire et elle est approuvée par les trois quarts des Parisiens. Par contre, ceux-ci sont partagés presque également sur l'appel à l'action civique, mais si l'opposition est aussi forte que devant d'autres décisions, 37%, un plus grand nombre se réfugient dans l'abstention, 23%.

Hier, avez-vous entendu à la radio ou à la télévision le discours du Général de Gaulle ?

	Paris 31 mai %
A 16h30	69
Plus tard	23
Ne se prononcent pas	8
	100

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'attitude qu'a prise le Général de Gaulle au cours de son discours d'hier après-midi?

	Paris 31 mai %
Approuvent	53
Désapprouvent	39
Ne se prononcent pas	8
	100

Plus particulièrement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les décisions suivantes du Général de Gaulle ?

	Paris 31 mai %
Celle de ne pas se retirer	
Approuvent	57
Désapprouvent	37
Ne se prononcent pas	6
	100
Celle de garder M. Pompidou	
Approuvent	53
Désapprouvent	37
Ne se prononcent pas	10
	100
Celle de dissoudre l'Assemblée nationale	
Approuvent	75
Désapprouvent	11
Ne se prononcent pas	14
	100
Celle d'appeler à l'action civique	
Approuvent	40
Désapprouvent	37
Ne se prononcent pas	23
	100

Quand vous avez eu connaissance de l'importance de la manifestation qui a eu lieu hier soir de la Concorde à l'Etoile, avez-vous été plutôt satisfait ou plutôt mécontent ?

	Paris 31 mai %
Satisfaits	50
Mécontents	23
Ne se prononcent pas	27
	100

Etes-vous pour ou contre la poursuite des manifestations dans la rue ?

	Paris 31 mai %
Pour	28
Contre	64
Ne se prononcent pas	8
	100

Quant aux grèves, seule une faible minorité des Parisiens, 14%, se prononcent contre la reprise du travail. Les autres se prononcent pour la fin immédiate des grèves, 57%, là où un accord est intervenu, et même 27% dans tous les cas.

En ce qui concerne l'issue des grèves dans les entreprises publiques et privées, parmi les trois formules suivantes, laquelle préférez-vous ?

	Paris 31 mai %
Reprise du travail sans délai dans tous les cas	27
Reprise du travail sans délai là où il y a accord	57
Pas de reprise du travail	14
Ne se prononcent pas	2
	100

Le discours du Général de Gaulle et les décisions annoncées modifie le moral des Parisiens. Si 11% se déclarent découragés, et quatre sur dix toujours dans l'attente, quatre sur dix aussi ont été réconfortés.

Alors que l'inquiétude, on l'a vu, l'emportait le 27 mai sur la confiance, celle-ci a repris le dessus le 31 mai.

Depuis hier après-midi, parmi les trois attitudes suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ?

	Paris 31 mai %
Le découragement	11
L'attente	43
Le réconfort	41
Ne se prononcent pas	5
	100

Vous maintenant, en définitive, êtes-vous plutôt confiant ou plutôt inquiet pour l'avenir ?

	Paris 27 mai %	Paris 31 mai %
Plutôt confiants	40	52
Plutôt inquiets	55	39
Ne se prononcent pas	5	9
	100	100

Il reste à étudier les réactions de l'opinion à l'égard de l'attitude des hommes au pouvoir pendant la crise de mai, le Général de Gaulle et M. Pompidou comme Président de la République et comme Premier ministre et de ceux qui ont publiquement déclaré qu'ils étaient prêts à les remplacer éventuellement à ces deux postes, M. Mitterrand et M. Mendès France.

Un renversement s'est opéré entre la situation avant et après les décisions annoncées le 30 mai. Sur les deux dernières personnes, l'opinion fut plus flottante : des proportions plus importantes ne se prononçaient pas, exprimant par là une sorte d'expectative. M. Mitterrand apparaît comme le moins populaire. Deux contre un se sont faits de lui une moins bonne opinion jusqu'au 30 mai, et plus de quatre contre un au lendemain du 30 mai. Un capital de prestige est resté à M. Mendès-France. Une tendance dominante, en baisse il est vrai après le 30 mai, s'est fait de lui plutôt une meilleure opinion. Au contraire de M. Mitterrand, M. Pompidou semble avoir bénéficié constamment d'une popularité en hausse. Avant le 30 mai, et plus encore après, un courant favorable se manifeste. Quant au Général de Gaulle, dont la popularité était restée intacte jusqu'en avril 1968, la crise provoque un renversement spectaculaire. On enregistre à Paris le 27 mai, c'est-à-dire après l'annonce d'un référendum, un véritable effondrement de popularité : l'image qu'ils se faisaient de lui s'est altérée pour 55% contre 15%. Le discours du 30 redresse la situation, et 41% contre 36% manifestent alors un changement d'opinion de sens contraire.

Une autre analyse exprime les mêmes incertitudes. Quelques mois après l'élection présidentielle où il a été en ballottage, 56% déclaraient en mai 1966 souhaiter que le général de Gaulle reste au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, soit en 1972, c'est-à-dire la même majorité qui avait assuré son succès ou deuxième tour. Le temps passant, 49% seulement font état du même vœu, en août 1967, 16% préfèrent qu'il reste au pouvoir encore un an ou deux seulement. A cette date, 23% formulaient le vœu qu'il parte le plus vite possible. Ce sont là des observations valables pour la France entière, et la région parisienne était légèrement en retrait sur ces positions. En tout cas, le 27 mai 1968 à Paris, la situation est renversée : autant de personnes, 44%, souhaitent que le Général de Gaulle parte le plus

tôt possible, ou qu'il demeure au pouvoir soit jusqu'en 1972, 23%, soit seulement encore un an ou deux, 21%. Mais le courant se renverse brusquement à nouveau après le discours du 30 mai et l'on retrouve des tendances analogues à celles de l'année précédente mais légèrement altérées : en particulier, autant de personnes 35%, souhaitent un départ aussi rapide que possible, ou un mandat conduit jusqu'à son terme, 19% fixant une durée moins longue d'un an ou deux.

Telles sont les réactions enregistrées au cours de la crise de mai. Si limitées qu'aient été les observations, par suite des circonstances la province était restée, comme on l'a vu, en retrait par rapport à Paris. Mais les jugements portés sur les événements, les institutions et les hommes comme l'amplitude des oscillations, ne préfigurent-ils le comportement des électeurs lors des consultations des 23 et 30 juin 1968 ?

27 mai : depuis trois semaines, diriez-vous que votre opinion est devenue meilleure ou moins bonne sur ... ?

30 mai : depuis ces tous derniers jours, diriez-vous que votre opinion est devenue meilleure ou moins bonne sur ... ?

	27 mai %	31 mai %
M. Mitterrand		
Meilleure.....	20	12
Moins bonne.....	39	54
Ne se prononcent pas.....	41	34
	100	100
M. Mendès-France		
Meilleure.....	33	31
Moins bonne.....	22	28
Ne se prononcent pas.....	45	41
	100	100
M. Pompidou		
Meilleure.....	40	47
Moins bonne.....	34	29
Ne se prononcent pas.....	26	24
	100	100
Le Général de Gaulle		
Meilleure.....	15	41
Moins bonne.....	55	36
Ne se prononcent pas.....	30	23
	100	100

Souhaitez-vous que le Général de Gaulle ?

	France 18-23 août 1967 %	Paris 27 mai 1968 %	Paris 31 mai 1968 %
Reste au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, c'est-à-dire jusqu'en 1972	49	23	35
Reste chef de l'Etat encore un an ou deux	16	21	19
Part e le plus rapidement possible	23	44	35
Ne se prononcent pas	12	12	11
	100	100	100

Ces résultats sont extraits de la revue :

SONDAGES
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Cette publication a été réalisée par le Département Communication de l'Ifop.

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur de Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com

Mai 2012